Profession de foi

COMITÉ SOCIAL D'ADMINISTRATION

INSTITUT NATIONAL DU NAUTISME

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

DU 3 au 10 DÉCEMBRE 2026

DES ÉLUS FO POUR FAIRE ENTENDRE VOS REVENDICATIONS : FO S'ENGAGE À :

Du 3 au 10 décembre 2026, vous allez élire vos représentants au comité social d'administration. Vous choisirez des représentants pour vous défendre dans un contexte tendu. Les réformes mises en œuvre par le gouvernement remettent en cause nos établissements, en poursuivant une politique de dégradation de nos conditions de travail.

DÉFENDRE LES INTÉRÊTS DE TOUS LES AGENTS :
agents pédagogiques, administratifs, techniques, d'accueil, de restauration ou d'entretien, tous acteurs d'un même établissement.

DÉFENDRE LES MISSIONS DE SERVICE PUBLIC D'ÉTAT
face aux menaces de privatisation ou de territorialisation avec des crédits nationaux suffisants pour garantir la pérennité du Musée et des politiques sportives non axées uniquement sur le haut-niveau.

DÉFENDRE UN NIVEAU D'EMPLOI
et de recrutement à hauteur des missions et besoins.

FAIRE RESPECTER DES RÈGLES NATIONALES APPLICABLES À TOUS LES AGENTS,
et sur tout le territoire.

DÉFENDRE LE STATUT GÉNÉRAL ET LES STATUTS PARTICULIERS
attaqués de toutes parts, car ils restent aujourd'hui un rempart contre la casse orchestrée du Service public.

DÉFENDRE LES CONDITIONS DE TRAVAIL
de plus en plus dégradées par les réformes et restructurations, faisant exploser les risques de burn-out.

CONTINUER DE REVENDIQUER LE RETOUR À UN MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE PLEIN EXERCICE, SANS TUTELLE.

Depuis 2007 et la RGPP, jusqu'au lancement de la démarche « Démolition Publique 2022 » en passant par la réforme territoriale et la loi NOTRE pour finir par la « désintégration » de Jeunesse et Sports à l'Éducation Nationale, **FORCE OUVRIÈRE** n'a cessé de porter sa vision et ses alertes pour la défense du Service public républicain.

FORCE OUVRIÈRE a sans relâche combattu ces contre-réformes et continuera la défense du Service public face aux tentatives d'écrasement des politiques de Jeunesse, d'Education populaire, d'accès aux pratiques sportives et de vie associative.

Nous avions dit NON à la création dans la précipitation des nouvelles DRDJSCS, DRJSCS et DJSCS, NON au transfert des CREPS aux régions dans le cadre de la loi NOTRé, NON au transfert et à la noyade de Jeunesse et Sports dans un ministère de l'Education nationale qui méconnait nos missions et méprise nos personnels, NON à la création de l'Agence Nationale du Sport, qui précipite la privatisation des missions sportives : **nos analyses et positions de l'époque prédisaient exactement ce qu'il allait advenir de nos missions et services.** C'est loin d'être le cas d'autres organisations se disant « réformistes », accompagnant les contre-réformes dont ils condamnent aujourd'hui, mais un peu tard, les conséquences néfastes…

Avec la « désintégration » à l'Éducation nationale, le gouvernement tente une nouvelle fois d'étouffer les missions d'émancipation qui sont les nôtres et de pousser les personnels Jeunesse et Sports sous le tapis. C'est la montée en puissance du SNU sous la double tutelle du ministère des armées, dispositif délétère d'instrumentalisation des jeunes, c'est l'accaparement des politiques et crédits du sport par l'Agence du sport au détriment des missions d'Etat, c'est l'absence de moyens de travail et de reconnaissance de nos statuts par un ministère qui ignore encore, plus de deux ans après le transfert, qui nous sommes et ce que nous faisons.

Face à ces attaques, FO a défendu et défendra toujours le maintien du Service public d'État comme garant d'une République en bonne santé !

Élections professionnelles 2026 du 3 au 10 décembre je vote FNEC FP-FO